



V a u C l u s e T é l é G r a p h e I l l u s T r é

MAI 2017



ÉLUS MALTRAITÉS : CE SONT LES AGENTS QUI TRINQUENT !

La fin de règne de Bruno Parent à la DGFIP laissera des traces. Avant de partir, il a décidé de faire un maximum de dégâts dans les conditions de réalisation de nos missions (resserrement du cadastre sur la mission fiscale, verrouillage du contrôle fiscal, paupérisation du réseau comptable,...) mais aussi sur nos droits et garanties.

La CGT avait alerté depuis plusieurs mois sur la dégradation des conditions d'exercice des mandats de ses élus en commission administrative paritaire et en comité technique. On mesure concrètement aujourd'hui, à l'occasion des mouvements de mutations, les conséquences de ces reculs.

Les délais de consultation des documents de CAP nationale ont été drastiquement réduits cette année, empêchant les élus de travailler normalement et surtout d'accorder suffisamment de temps à l'examen et à la défense des dossiers des agents.

Le mouvement de mutations des inspecteurs a été particulièrement bâclé par la direction générale. On en a l'illustration en Vaucluse avec exclusivement des arrivées en rapprochement alors qu'ils doivent, d'après les textes, constituer la moitié des apports.

Mouvement bâclé, élus muselés et règles de gestion, garantie d'égalité entre les agents, bafouées, trop, c'est trop !

Cela ne peut plus durer !

Battons nous avec nos élus pour que nos droits et garanties soient respectés !

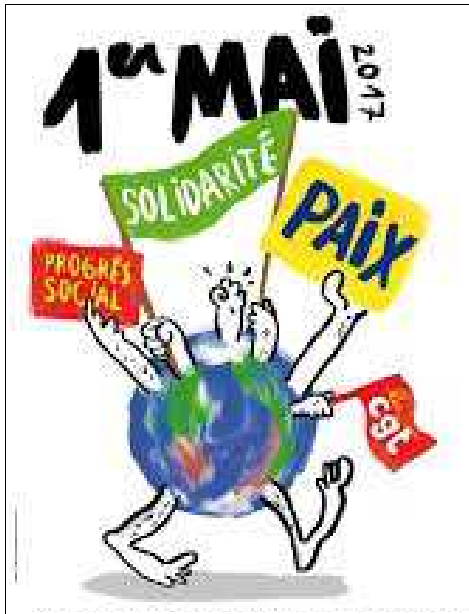
Protection sociale : 26,5 % des assurés sociaux ont renoncé à se faire soigner en 2016 !

C'est le constat établi par l'observatoire chargé par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) de sonder 29 000 patients se présentant dans les caisses primaires de sécurité sociale (CPAM). Il ressort de cette enquête partielle qu'environ 39% des assurés interrogés renoncent aux prothèses dentaires et à consulter un spécialiste.

Afin de pallier cette situation, plusieurs caisses de sécurité sociale ont mis en place des dispositifs pour repérer les personnes concernées. Les premiers effets de cette campagne se sont fait sentir, un dossier sur trois a abouti à la réalisation de soins, par exemple dans le département voisin, le Gard qui est concerné par cette initiative.

Raison de plus pour défendre notre système de soins et l'améliorer.

Un 1^{er} mai revendicatif



Le 1^{er} mai dernier, près de 300 000 personnes (contre 110 000 en 2016) se sont mobilisés, plus de 1200 à Avignon. Plus que jamais, l'unité des salariés du public et du privé est nécessaire pour défendre chaque conquête sociale et écarter toute tentative de division cherchée par ceux qui veulent :

- s'attaquer au statut de la Fonction Publique après s'en être pris au code du travail,
- supprimer les régimes particuliers de retraite (dont le code des pensions des fonctionnaires),
- détruire notre système de protection sociale solidaire basé sur le salaire différé et socialisé géré par les représentants des salariés et des employeurs...

Tel est l'enjeu de la période à venir.

Préserver et construire dans l'unité un front social pour la défense de notre socle revendicatif, telle est la « feuille de route » de la CGT. Préparons-nous à mener cette bataille ensemble.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Notre assemblée générale annuelle aura lieu le jeudi 8 juin à partir de 9h à La Bastide du Raveau à Sorgues.

Les syndiqués, les sympathisants et tous ceux qui le souhaitent (à condition de ne pas avoir déjà participé à une assemblée générale durant l'année 2017), sont bien évidemment les bienvenus !



UNE TRÉSORERIE, ÇA SERT ENCORE À QUELQUE CHOSE ?

Les trésoreries jouent un rôle essentiel dans la gestion des fonds publics et mettent en œuvre des missions souvent méconnues. Il ne s'agit pas simplement d'y encaisser un chèque d'impôt sur le revenu ou d'une taxe d'habitation. Le paiement d'un séjour à l'hôpital, d'un mois de cantine, du centre de loisir, d'un droit de voirie pour un commerçant, tout cela se passe dans une trésorerie. Elles ont aussi, par exemple, la charge de préparer et d'assurer le bon paiement des salaires de quelques 5 millions de fonctionnaires (État, Santé et collectivités territoriales). De la même manière, elles sont chargées de vérifier la légalité d'une dépense pour une collectivité locale, qu'un appel d'offre a bien eu lieu, que le budget permet bien cette dépense, etc. Sans ces missions de contrôle, il y a fort à parier que les abus en matière de dépenses publiques seraient bien plus nombreux.

Pour toutes ces tâches que les trésoreries assument, la proximité du réseau avec ses usagers et le maillage territorial sont importants. Les Finances publiques doivent permettre à la population d'accéder facilement à leurs services mais également rester proche des élus locaux pour une meilleure gestion financière et budgétaire des collectivités, hôpitaux et établissements publics.

Pourtant, depuis de trop nombreuses années maintenant, l'ensemble des missions sont sans cesse attaquées. Entre fermetures de postes comptables et suppressions massives de personnel, les missions ne peuvent plus être assurées correctement. Pour y pallier, les dépenses ne sont plus contrôlées de manière systématique. Des seuils ont été mis en place en deçà desquels il n'y a plus aucun contrôle. Plus ça va et plus les seuils sont élevés laissant ainsi la porte ouverte à toujours plus d'abus.

En effet, la dynamique actuelle est au regroupement des petites trésoreries vers des postes de taille moyenne affaiblissant ainsi le maillage territorial. Par ailleurs, ces regroupements censés rééquilibrer les problèmes d'effectifs dans les services ne se traduisent pas dans la réalité. Ceci entraîne l'abandon des missions de recouvrement des produits locaux au risque de mettre en péril l'équilibre financier des collectivités. La survie de ces trésoreries tient grâce la sédentarisation des EDR sur ces postes. De plus, le mal-vivre est croissant chez les agents (tension entre les personnels, démotivation, écrêtements importants chroniques).

En Vaucluse ce sont des pans entiers du département qui se retrouvent en grande difficulté. Les postes des RAN (résidences d'affectation nationale) de Cavaillon et Apt connaissent tous des situations de sous effectif chronique. Ça n'est pas un hasard si ce sont les territoires qui ont connu des fermetures récentes de trésorerie. A chaque fois, le ratio agents « transférés » / charges est déséquilibré, comme à Pertuis ou à Apt. Cela conduit à un cercle vicieux où les échelons de renforts doivent se couper en quatre et où les mouvements successifs ne combleront jamais les vacances. Ces postes deviennent des repoussoirs et ceux qui arrivent à surnager s'enfoncent.

Les missions en pâtissent bien sûr, mais surtout les collègues qui y travaillent. Certains postes sont dans la difficulté depuis trop d'années (Vaison la Romaine, Carpentras Hospitalière, pairie et bien d'autres). On ne compte plus les situations d'épuisement professionnels. Certains agents se font écrêter à un niveau vertigineux, les arrêts maladies se multiplient et les demandes de mutations également.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, la CGT se bat partout sur le territoire pour défendre un réseau de proximité aux Finances publiques, seule garantie d'une gestion saine et contrôlée de l'argent public.

ÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈ

« Recherche médecin désespérément »

Non, ce n'est pas la nouvelle émission du très médiatique médecin Michel Cymès qui pourrait plagier le célèbre agent immobilier Stéphane Plaza, mais notre direction qui cherche un remplaçant à notre médecin de prévention. À l'heure actuelle, aucune candidature n'est parvenue et une réflexion s'est engagée afin de faire appel à un cabinet privé. Sur ce point, nous sommes assez pessimistes : un cabinet privé sera-t-il suffisamment objectif pour analyser les situations de souffrance au travail ? L'autre point négatif : un cabinet privé engendre forcément un coût...alors que l'on continue de faire des économies sur le dos des agents !



« Home staging »

Si notre Direction faisait appel à ces intervenants, peut-être que les travaux pourraient être réalisés assez rapidement... Le projet d'intégration de la trésorerie à l'Hôtel des Finances de Cavaillon est suspendu. Les travaux de l'accueil du SPF et de l'enregistrement ne sont toujours pas fixés, les plans changeant en permanence.. Les travaux de sécurisation de la cité sont reportés à septembre. Et la cerise sur le gâteau c'est que les travaux immobiliers importants des structures de la DgfiP devront être validés par le Préfet de



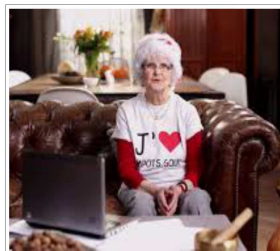
Région...et si ce n'était que les prémices de la régionalisation de nos missions ?

Nettoyage

Le ménage en dehors des emplois DGFIP dédiés à cette fonction, a été confié à la société Derichbourg. Celle-ci a été retenue par notre ministère dans le cadre d'un marché public national. Cependant, cette société est loin de faire l'unanimité. Les tâches sont bâclées, de nombreux locaux sont dans un état lamentable. La DgfiP doit dénoncer ce contrat, la situation a assez duré. Une nouvelle fois, les agents pâtissent encore des économies de nos dirigeants sans parler des contribuables qui se présentent dans des locaux mal ou pas nettoyés. N'oublions pas que les premiers à souffrir de ce système sont les salariés même de la société Derichbourg dont les conditions de travail sont à dénoncer : cadence impossible à tenir générant malaise et conflits !



Ma décl@r@tion en ligne



Comme une certaine catégorie de français et comme le couple Thévenoud, je suis atteinte de phobie administrative.

Mais ça, c'était avant ! Quel chemin parcouru depuis la Charte Marianne en passant par le « simplifiez-vous l'impôt » sans oublier que, dès l'année

prochaine, Olivier, mon facteur, pourra m'aider à m'approprier l'outil internet et remplir ma déclaration en ligne, en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes ! Mais pour moi, le grand jour est arrivé, Bercy m'annonce que je dois faire ma déclaration en ligne. Alors, moi je dis « Merci Bercy » pour avoir su me libérer de cette tourmente annuelle en simplifiant un peu plus encore mon obligation fiscale !

Allez, je me lance : Les gens des impôts (comme Lucienne) JE VOUS AIME ! Ah, ça va mieux, en fait, c'est plutôt simple de faire sa déclaration en ligne !

Ah oui mais là, faudrait pas pousser Lucienne dans les orties ! Depuis quand il lui faudrait payer pour obtenir de l'aide afin de remplir sa déclaration ? Qui aurait parié sur de telles dérives du service public !

Lucienne, nous, nous sommes là pour vous, parce que le service public veut dire encore beaucoup !

Histoire vraie d'un laissé-pour-compte du service public

Sans faute, aujourd'hui, direction Avignon pour payer cette foutue amende majorée de 144€. Ah, après avoir réussi à me garer, voilà une file d'attente de folie à la trésorerie-amendes...J'abandonne Avignon pour un autre site. J'y suis, c'est mon tour. Je précise ma demande et là, les bras m'en tombent !!!!!!! On m'annonce que je dois obligatoirement payer par carte bancaire ou chèque bancaire !!! Comment je fais, moi



qui suis interdit bancaire ?? C'est cadeau, c'est ça ? Comment je fais si je ne veux pas aggraver ma situation ? Je veux payer et je ne peux pas, c'est un comble ! Et là, incroyable : la personne qui me reçoit, me propose d'acquitter

avec sa propre CB la somme de 144€ en échange de mes espèces. Alors, pour ce geste inouï, merci à CET AGENT ! J'ai quand même la sensation d'être un laissé-pour-compte du service public.

Quand la DG et les gouvernants détricotent le service public en lui conférant les codes du privé répondant ainsi à des considérations purement économiques, ce sont les agents qui donnent aujourd'hui toutes les lettres de noblesse au service public à la française. Beaucoup refusent d'abandonner les missions de service public et d'intérêt général et le démontrent par leurs actes au quotidien. L'égalité devant le service public signifie que toute personne a un droit égal à l'accès au service indépendamment de sa situation, de sa condition, et ce, même lorsqu'il s'agit de payer une simple amende !

